

PRÉFECTURE D'INDRE-ET-LOIRE

direction des collectivités territoriales et de l'environnement

02.47.33.12.56

affaire suivie par Jean-François PICARD

ARRÊTÉ

portant nouvelle constitution du **comité local d'information et de concertation**
sur les bassins industriels des établissements **Primagaz, CCMP et GPSPC**
classés SEVESO seuil haut
situés sur la commune de Saint-Pierre-des-Corps

Le préfet d'Indre-et-Loire,
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite

- Vu** le code de l'environnement et notamment ses articles L. 125-2 et D.125-29 à 34 ;
- Vu** le décret 2008-677 du 7 juillet 2008 relatif aux comités locaux d'information et de concertation et modifiant le code de l'environnement (partie réglementaire) ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 19 octobre 2006 portant création d'un comité local d'information et de concertation (CLIC) sur les sites classés Séveso seuil haut sur la commune de Saint-Pierre-des-Corps ;
- Vu** les arrêtés préfectoraux n° 13278 du 9 janvier 1991, n° 14253 du 3 mai 1994, n° 14701 du 10 avril 1997, n° 14879 du 20 novembre 1997, n° 17616 du 3 mars 2005 n° 17870 du 5 avril 2006, n° 18075 du 21 février 2007, n° 18307 du 29 janvier 2008, n°18337 du 18 mars 2008 et 18378 du 21 mai 2008 délivrés à l'établissement Compagnie Commerciale Manutention Pétrolière (CCMP), ZI les Yvaudières à Saint-Pierre-des-Corps ;
- Vu** les arrêtés préfectoraux n° 13276 du 9 janvier 1991, n° 13504 du 22 juillet 1992, n° 14251 du 3 mai 1994, n° 14597 du 9 août 1996, n° 14705 du 10 avril 1997, n° 15212 du 25 février 1999, n° 17557 du 15 novembre 2004, n° 17872 du 10 avril 2006, 18023 du 11 décembre 2006, 18294 du 17 janvier 2008 et 18398 du 17 juillet 2008 délivrés à l'établissement Groupement Pétrolier « Ouest » de Saint Pierre-des-Corps, ZI les Yvaudières à Saint-Pierre-des-Corps ;
- Vu** les arrêtés préfectoraux n° 14105 du 8 octobre 1993, n° 14252 du 3 mai 1994, n° 14686 du 27 janvier 1997, n° 15213 du 25 février 1999 et n° 17860 du 17 mars 2006 délivrés à l'établissement Groupement Pétrolier de Saint Pierre-des-Corps « Sud », ZI les Yvaudières à Saint-Pierre-des-Corps ;
- Vu** les arrêtés préfectoraux n° 17479 du 3 août 2004, n° 17713 du 26 septembre 2005, n° 17843 du 6 février 2006 et 18175 du 25 juillet 2007, délivrés à l'établissement PRIMAGAZ, Les Levées à Saint-Pierre-des-Corps ;
- Vu** les arrêtés préfectoraux des 8 juillet 1999 approuvant le plan particulier d'intervention de l'établissement PRIMAGAZ et 3 août 1999 approuvant les plans particuliers d'intervention des établissements GPSPC et CCMP ;

- Vu** les demandes de désignation des membres participants au CLIC adressée par le préfet d'Indre-et-Loire le 17 juin 2008 ;
- Vu** la délibération du conseil municipal de La Ville-aux-Dames 28 mars 2008 et le courrier du maire du 16 avril 2008 ;
- Vu** la délibération du conseil municipal de Saint-Pierre-des-Corps du 29 septembre 2008 et le courrier du maire du 20 octobre 2008 ;
- Vu** la délibération du conseil communautaire de la communauté de communes de l'Est Tourangeau du 3 juillet 2008 ;
- Vu** la délibération du conseil communautaire de la communauté d'agglomération Tour(s) plus du 2 octobre 2008 ;
- Vu** la délibération du conseil général d'Indre-et-Loire du 18 avril 2008 ;
- Vu** le courrier de l'association AQUAVIT du 16 janvier 2006 ;
- Vu** le courrier de l'association ARIAL du 15 janvier 2006 ;
- Vu** le courrier de l'association Anper-Tos du 5 janvier 2006 ;
- Vu** le courrier de l'association SEPANT du 9 janvier 2006 ;
- Vu** le courrier du directeur de l'établissement Primagaz du 21 juin 2007 et le PV de la réunion n° 25 du 11 décembre 2007 du CHSCT PRIMAGAZ ;
- Vu** le courrier du directeur de l'établissement GPSPC du 1^{er} septembre 2008 ;
- Vu** le courrier du directeur de l'établissement CCMP du 24 janvier 2006 ;
- Vu** le courrier du directeur régional de la SNCF du 20 janvier 2006 ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRÊTE

Article 1^{er} :

Le comité local d'information et de concertation (CLIC) des sites SEVESO seuil haut situés sur la commune de Saint-Pierre-des-Corps, créé par l'arrêté préfectoral du 19 octobre 2006 susvisé, est nouvellement constitué par les dispositions du présent arrêté.

Article 2 :

Les périmètres des bassins industriels des établissements PRIMAGAZ, CCMP et GPSPC tel que mentionné à l'article D.125-29 du code de l'environnement, sont définis par les périmètres des plans particuliers d'intervention des établissements PRIMAGAZ approuvé par arrêté préfectoral du 8 juillet 1999 et des dépôts pétroliers de Saint-Pierre-des-Corps approuvé par arrêté préfectoral du 3 août 1999.

Article 3 :

Ce comité est composé de 26 membres répartis en cinq collèges. Les membres sont nommés par le préfet pour une durée de trois ans renouvelable :

Collège « administration » :

- le préfet d'Indre-et-Loire ou son représentant ;
- un représentant du directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, chargé de l'inspection des installations classées ;
- un représentant du directeur départemental de l'équipement ;
- un représentant du directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle ;
- un représentant du chef du service interministériel de défense et de protection civile ;
- un représentant du directeur départemental des services d'incendie et de secours ;

Collège « collectivités territoriales » :

- Mme Marie-France BEUFILS, maire de Saint-Pierre-des-Corps ;
- M. Fabrice NOLLET, conseiller municipal de Saint-Pierre-des-Corps ;
- M. Jean-Michel MERCIER, conseiller municipal de La Ville-aux-Dames ;
- M. Gérard GARIDO, vice-président de la communauté d'agglomération Tour(s)plus ;
- M. Alain BERNARD, délégué à la communauté de communes de l'Est Tourangeau ;
- Mme. Martine BELNOUE, conseillère générale du canton de Saint-Pierre-des-Corps ;

Collège « exploitants » :

- M. Alexandre VIGOUROUX, directeur PRIMAGAZ à Saint-Pierre-des-Corps ;
- M. Joël LE GOUILL, chef de dépôt GPSPC à Saint-Pierre-des-Corps ;
- M. Serge BRETON, chef de dépôt CCMP à Saint-Pierre-des-Corps ;
- M. Yvan BARAILLER, direction régionale SNCF, exploitant des installations ferroviaires ;

Collèges « riverains » :

- M. Roger CHASLES, riverain, habitant de Saint-Pierre-des-Corps ;
- M. Michel PROVOST, riverain, habitant de Saint-Pierre-des-Corps ;
- M. Alain DENIAU, riverain, habitant de La Ville-aux-Dames ;
- M. Michel RENOU, représentant l'association AQUAVIT ;
- M. Claude PRINET, représentant l'association ARIAL ;
- M. Josselin de LESPINAY, représentant l'association ANPER-TOS ;
- M. Gérard Van OOST, représentant l'association SEPANT ;

Collège « salariés » :

- M. Bruno LEFEBVRE, représentant du CHSCT de l'établissement PRIMAGAZ ;
- M. Jérôme SEGEAT, représentant du CHSCT de l'établissement GPSPC ;
- M. Aurélien LAFLECHE, représentant du personnel de l'établissement CCMP .

Article 4 :

Le comité a pour mission de créer un cadre d'échange et d'information entre les différents représentants des collèges sur les actions menées par les exploitants des installations classées, sous le contrôle des pouvoirs publics, en vue de prévenir les risques d'accidents majeurs que peuvent présenter les installations.

Article 5 :

L'arrêté préfectoral du 19 octobre 2006 portant création du comité local d'information et de concertation (CLIC) des sites SEVESO seuil haut sur la commune de Saint-Pierre-des-Corps, est abrogé par le présent arrêté.

Article 6 :

Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification pour ses membres et de sa publication pour les tiers, d'un recours administratif auprès du préfet d'Indre-et-Loire ou de la ministre de l'écologie et du développement durable, ainsi que d'un recours contentieux devant le tribunal administratif d'Orléans, 28 rue de la Bretonnerie, 45057 Orléans cedex 1.

Article 7 :

Le secrétaire général de la préfecture d'Indre-et-Loire, les représentants des exploitants ainsi que les directeurs des administrations mentionnées à l'article 3 sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à chaque membre du comité.

Le présent arrêté fait l'objet d'une mention au recueil des actes administratifs de l'Etat dans le département et sera affiché pendant au moins un mois dans chacune des mairies des communes concernées.

Fait à Tours, le 6 novembre 2008

Le préfet,



Patrick SUBRÉMON